

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 31/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SPS**

Le Catelier  
27340 Martot

Références : UBDEO-ECD-2025-335  
Code AIOT : 0005801785

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement SPS implanté Le Catelier 27340 Martot. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPS
- Le Catelier 27340 Martot
- Code AIOT : 0005801785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPS est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et de graves alluvionnaires sur la commune de Martot (27), via l'arrêté préfectoral n°D1-B1-11-466 du 16 septembre 2011, modifié par l'arrêté complémentaire du 5 avril 2022. L'arrêté d'autorisation de la carrière autorise l'exploitation du site jusqu'au 23 septembre 2026.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 6.2.1; 6.2.2 et 6.2.3	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.1.1	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.2.1	Sans objet
3	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.4	Sans objet
4	Garanties financières	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 8.3.4.1	Sans objet
6	Remise en état	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 2	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 4.3	Sans objet
9	Profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 8.3.4.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site est bien tenu et les suivis environnementaux effectués. L'exploitant veillera toutefois à refaire les analyses des niveaux sonores, en particulier près du hameaux des Fiefs Mancels.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitant titulaire de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  La Société Parisienne des Sablières dont le siège social est situé Le Catelier à Martot (27340), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable et de craie sur une superficie totale de 28 ha 80 a 81 ca sur le territoire de la commune de Martot.
<b>Constats :</b>  L'exploitant informe l'inspection des installations classées que la société SPS s'est faite absorbée par la société Les Graves de l'Estuaire (LGE), en date du 1er juillet 2025. SPS devient donc la Société des Granulats de l'Estuaire (SGE). Il y a donc changement de dénomination sociale, et également un nouveau numéro Siret, avec changement du Kbis (immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS)). L'exploitant informe que les nouveaux documents sont en cours de validation, dans l'attente du changement effectif du siège social (actuellement au Havre pour la société LGE). Il est demandé à l'exploitant de nous adresser par courrier les éléments, dès que disponibles, pour mettre à jour la base de données ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.2.1							
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique ICPE							
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées							
Rubrique	Alinéa	AS,A ,D, DC, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières	Superficie totale autorisée	/	/	288 081 m <sup>2</sup>
Production maximale annuelle totale	/	/	1 500 000 tonnes dont 400 000 tonnes d'e				

totale			d e matériau x crayeux				
Producti o n moyenn e annuelle totale	/	/	540 000 tonnes				

\* : A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

- *volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits :*

Le volume moyen annuel extrait est de:

- 20 000 m<sup>3</sup> de matériaux crayeux soit 40 000 tonnes
- 250 000 m<sup>3</sup> de sables et graviers silico-calcaires de matériaux de terrasse soit 500 000 tonnes

Le volume maximal annuel extrait est de:

- 200 000 m<sup>3</sup> de matériaux crayeux 400 000 tonnes,
- 550 000 m<sup>3</sup> de sables et graviers silico-calcaires de matériaux de terrasse soit 1 100 000 tonnes

- *volume et tonnage total de produits à extraire autorisé :*

La quantité totale à extraire autorisée est de 2 700 000 m<sup>3</sup> de matériaux crayeux et de sables et graviers silico-calcaires de matériaux de terrasse soit environ 5 400 000 tonnes.

#### Constats :

L'exploitant indique avoir exploité 153 000 tonnes de sables et graviers en 2024 (0 tonnes de matériaux crayeux).

Ce chiffre est également celui enregistré par l'exploitant dans GEREPE pour l'année 2024.

L'exploitant a également indiqué que la quantité extraite depuis le début de l'exploitation est de 1

450 823 m<sup>3</sup> sur le périmètre de l'autorisation initiale, dont 605 262 m<sup>3</sup> sur les terrains restants exploitables selon l'arrêté préfectoral complémentaire de 2022.

Les volumes et tonnages annuel pour 2024 et total sont respectés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Durée de l'autorisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Durée

##### **Prescription contrôlée :**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

##### **Constats :**

Il est rappelé à l'exploitant que lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35, ce qui est le cas des carrières. Dans le cas de l'éventuelle cessation de cette carrière, une notification devra parvenir en mars 2026 au plus tard.

Le jour de la visite, l'exploitant indique qu'un dossier de demande de prolongation de la durée de vie de la carrière est en cours d'étude, pour une dizaine d'années supplémentaires, du fait d'un ralentissement de l'extraction (production moins importante, moins de demande notamment). L'exploitant indique qu'il ne prévoit qu'un changement de la durée, et aucun changement relatif au tonnage extrait, au trafic, à la remise en état ...

Ce dossier, une fois réceptionné, fera l'objet d'une instruction de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Garanties financières

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/04/2022, article 3

**Thème(s) :** Situation administrative, Renouvellement

**Prescription contrôlée :**

La société SPS fournit au préfet de l'Eure, dans un délai de deux mois à compter de la cessation de la parcelle C60, un document attestant du renouvellement des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Le tableau ci-dessous indique les valeurs des différents paramètres et le montant des garanties financières proposé pour la dernière période :

	<i>Période Transfert C60 à fin d'exploitation (2026)</i>
S1 (en ha)	6,05
S2 (en ha)	14,71
S2 (en ha)	1,85
Montant des garanties financières (en euros TTC)	709057

*L'indice TP01 retenu pour le calcul est celui de novembre 2021 soit 776,30 après application du coefficient de raccordement de 6,5345. Le taux de TVA pris en compte dans les calculs est celui applicable en janvier 2016 : 20 %.*

**Constats :**

La société SPS a fait parvenir l'acte de cautionnement en date du 24 avril 2022, d'un montant égal à 709 057 euros, valable jusqu'au 23 septembre 2026.

Ces garanties financières devront être réévaluées par l'exploitant dans le cadre du dossier de demande de prolongation de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 8.3.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Phasage

**Prescription contrôlée :**

L'extraction est réalisée à ciel ouvert, à sec, à l'aide d'un chargeur à godet et d'une pelle mécanique sans utilisation d'explosif.

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

Cette bande est portée à 100 m autour du hameau des fiefs mancels.

L'extraction est réalisée en 6 phases successives conformément au plan de phasage d'exploitation annexé au présent arrêté [ annexe 4 : plans de phasage des travaux].

L'exploitation de la carrière s'effectue de 7 h 00 à 22 h 00, du lundi au vendredi. En dehors de ces périodes, l'exploitation est interdite.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté un plan de l'état d'avancement au 10 septembre 2025.

La distance de sécurité de 10 m et la bande des 100 mètres est visible sur le plan.

Le jour de l'inspection, il a été constaté sur site:

- phase 3 en cours d'extraction et également en cours de réaménagement (boisements plantés à l'est de cette phase);
- phase 4 en cours d'extraction;
- phases 5 et 6 défrichées.

L'exploitant a indiqué que la prochaine zone qui sera réaménagée sera l'ouest de la phase 4. Il explique que le convoyeur passant à l'ouest de la phase 3, cette phase ne sera pas réaménagée dans l'immédiat.

Le phasage n'étant pas aussi avancé que prévu par l'arrêté préfectoral, il est nécessaire que l'exploitant dépose un dossier de demande de prolongation de la durée de vie de la carrière, comme mentionné dans les points précédents.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Remise en état**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/04/2022, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réaménagement

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte-tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux plans d'aménagement final annexés au présent arrêté (annexe 1).

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.



Le réaménagement des terrains sera effectué conformément aux plans et documents joints au dossier de demande d'autorisation et au dossier objet du présent arrêté préfectoral complémentaire.

La remise en état s'effectuera au fur et à mesure de l'exploitation à l'aide de pelles et chargeurs pour les parcelles C34 et C54. Pour ces parcelles, l'exploitation de la phase n+1 ne peut avoir lieu avant la remise en état de la phase n.

Le réaménagement comprend plusieurs zones distinctes :

- une zone boisée sur la majorité de la superficie du site (parcelles C34 et C54),
- une zone de clairière favorisant le développement d'essences de lumières (parcelle C34),
- une zone de clairière avec une mare semi-permanente au point bas (parcelle C54).
- la parcelle C 60, clôturée, est remblayée à l'aide des fines de décantation, et sert de bassins de décantation de l'installation de traitement voisine de la société SPS.

Les horizons organiques et humifères (terres végétales) sont les garants de la fertilité et de l'équilibre ultérieur du sol reconstitué après remblaiement.

Les reboisements seront réalisés à partir d'espèces locales choisies en concertation avec la direction départementale des territoires et de la mer et le service ressources de la DREAL. Le robinier est une essence interdite.

En concertation avec le service ressources de la DREAL et la direction départementale des territoires et de la mer, des zones de clairières supplémentaires pourront être implantées.

L'ensemble des clairières constitué est géré en landes (fauches régulières tous les 2/3 ans) conformément aux mesures compensatoires (chapitre 10).

#### **Constats :**

L'inspection précise que la parcelle C 60, clôturée, qui sert de bassins de décantation de l'installation de traitement voisine de la société SPS, n'est plus rattachée à cet arrêté préfectoral. Seules les parcelles C34 et C54 sont concernées. L'exploitant indique avoir procédé à un reboisement sur la parcelle C34 en 2023 (phase 3). Il a fourni la liste des plantations, réalisées par la société Environnements Forêts. Aucun robinier n'a été planté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 7 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Piézomètres

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant implante trois piézomètres au niveau du site: un en amont du site (Pz1) et deux en aval de la zone d'extraction (Pz2 et Pz3) conformément au plan figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Les paramètres mesurés sont les suivants :

PARAMÈTRES	NORME
pH	
Température	
Niveau piézométrique	
Matières en suspension totales (MEST)	NF T 90 105
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	NF T 90 101
Hydrocarbures	NF T 90 114
Hydrocarbures aromatiques Polycycliques	NF T 90 115
Acrylamide	
Composés organo-halogénés volatils	NF EN ISO 13301

Les mesures sont réalisées une fois par an. Les mesures et les analyses sont réalisées par un organisme agréé.

L'exploitant informera l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités.

Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante accompagné de commentaires.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les deux dernières campagnes de mesure qui ont eu lieu le 22 novembre 2023 et le 23 novembre 2024. La fréquence annuelle des mesures est respectée.

Il est à noter que depuis le rattachement d'une partie des parcelles à l'installation de traitement voisine, le piézomètre 3 n'est plus représentatif de la carrière, mais de l'installation de traitement. Seuls les piézomètres 1 (en amont) et 2 (en aval) sont représentatifs.

Tous les résultats de 2024 sont conformes pour les PZ 1 et PZ2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 6.2.1; 6.2.2 et 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Article 6.2.1.2:

Les émissions sonores dues aux activités de l'exploitation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'exploitation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Art 6.2.2

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser 55 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h en limite de propriété au niveau du hameau des fiefs manceles et 70 dB(A) ailleurs.

Les émissions sonores dues aux activités de l'exploitation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1.2, dans les zones à émergence réglementée.

En dehors de la plage horaire de 7 h à 22 h et durant les week-ends et les jours fériés, l'exploitation (décapage, extraction, mise en stock et réaménagement) est interdite.

Art 6.2.3

<p>L'exploitant fait réaliser dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les deux ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces mesures sont réalisées au minimum au niveau de la carrière et des habitations les plus proches de la zone d'extraction (hameau les "Fiefs Mancels").</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les derniers contrôles des niveaux sonores ont eu lieu en juin 2023 et septembre 2025, respectant la périodicité de deux ans.</p> <p>La dernière campagne de mesure a eu lieu du 10 septembre 2025, par la société AcousTB.</p> <p>Cette campagne étant mutualisée avec les autres site de la société SPS (carrière de la Marasse et installation de traitement), seul un point en limite de site et un point en ZER correspondent au site objet de ce rapport.</p> <p>En 2023:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le point en limite de site au niveau du hameau des fiefs mancels est non-conforme : 62 dB(A) &gt; 55 db(A);</li> <li>le point en ZER est conforme : émergence de 1.5 dB(A) &lt;6 dB(A).</li> </ul> <p>En 2025:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le point en limite de site au niveau du hameau des fiefs mancels est non-conforme : 59.5 dB(A) &gt; 55 db(A);</li> <li>le point en ZER n'a pas pu être mesuré suite au trépied qui est tombé en cours de mesure</li> </ul> <p>Toutefois, une route passante est située près du point en limite de site, ce qui pourrait majorer les résultats.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au vu des résultats (non-conformité près du hameau des fiefs mancels), il est demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne de mesure, sous 3 mois.</p> <p>L'exploitant a indiqué l'avoir déjà planifié pour fin octobre 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 9 : Profondeur d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 8.3.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cote minimale NGF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'épaisseur maximale d'extraction est de 20 mètres. Le gisement ne sera pas exploité sous la cote absolue d'extraction + 20 m NGF.
<b>Constats :</b>  Le plan d'avancement du 10 septembre 2025 indique une cote minimale de 24 m NGF sur la parcelle C34, ce qui est conforme à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite